

DATE DE MISE EN LIGNE :

08 MARS 2023

**A R R E T E N° 2023.0026**

DP 025 580 23 A0021

<b>MAIRIE de VALENTIGNEY</b>		<b>DECLARATION PREALABLE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE</b>
Demande déposée le 18/02/2023 et complétée le 18/02/2023		<b>N° DP 025 580 23 A0021</b>
Par :	Monsieur Goncalves Vincent Madame Herard Céline	Surface de - m <sup>2</sup> plancher :
Demeurant à :	7, Chemin du vernois 25700 VALENTIGNEY	
Sur un terrain sis à :	7, Chemin du vernois 25700 VALENTIGNEY BP 373, BP 375, BP 389, BP 392	
Nature des Travaux :	Construction d'une piscine enterrée d'une superficie de bassin de 24.50 m <sup>2</sup>	

**Le Maire de la Ville de VALENTIGNEY**

**Vu** la déclaration préalable présentée le 18/02/2023 par Monsieur Goncalves Vincent et Madame Hérard Céline,

**Vu** l'objet de la déclaration pour les travaux suivants :

- Création d'une piscine enterrée privative (Agglo polystyrène plus béton) d'une superficie de bassin de 24.50 m<sup>2</sup> (L : 7.00 m x l : 3.50 m) et d'une profondeur de terrassement de 1.50 m
- Sur un terrain situé 7, Chemin du vernois
- Pour une surface de plancher créée de 0.00 m<sup>2</sup>

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, et R 421-1 et suivants,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 octobre 2013 et le 22 mai 2014, et ses annexes, modifié par délibération du 16 novembre 2016,

**Vu** le Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) du Doubs et de l'Allan dans le Pays de Montbéliard et du Rupt sur la Commune de Bart approuvé le 27 mai 2005,

**Considérant** que le projet **doit respecter le règlement d'assainissement en vigueur** sur le Pays de Montbéliard,

**ARRETE**

**Article 1 :**

La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non opposition.

**Article 2 :**

Il est rappelé au pétitionnaire l'article L461-1 du code de l'urbanisme concernant le **droit de visite et de communication**. Ce dernier peut être exercé par l'autorité compétente pendant la durée des travaux et jusqu'à six ans après l'achèvement des travaux.

**A R R E T E N° 2023.0026**

DP 025 580 23 A0021

**Article 3 :**

Si vous entendez contester la présente décision, vous pourrez saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois qui suivent la réception de la présente. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme.

Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt :

18 FEV 2023

Transmis à la sous-préfecture le :

08 MARS 2023

Affiché le :

08 MARS 2023

Notifié le :

08 MARS 2023

VALENTIGNEY, le 01 mars 2023

Pour le Maire,

L'adjointe déléguée



A handwritten signature in black ink, appearing to read "Lise VURPILLOT".

Lise VURPILLOT

**Observations/ informations :**

- La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes d'urbanisme et / ou de redevance d'archéologie préventive. Sauf cas particuliers, pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, **une déclaration devra être effectuée par les redevables auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du Code Général des Impôts), sur l'espace sécurisé du site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) via le service « Biens immobiliers »**
- L'attention du pétitionnaire est attirée sur les dispositions de la loi n°2003-9 du 3 janvier 2003, qui prévoient que les piscines enterrées, non closes privatives à usage individuel ou collectif doivent être pourvues d'un dispositif de sécurité normalisé, visant à prévenir le risque de noyade. S'agissant d'une règle de construction dont le respect est de seule responsabilité du maître d'ouvrage et du constructeur, cette disposition, non contrôlée par le droit de l'urbanisme, est portée à la connaissance du demandeur, à titre de simple information, nonobstant la présente autorisation.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Le tribunal administratif** peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) »

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

## A R R E T E N° 2023.0026

DP 025 580 23 A0021

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

